

**Georges FENECH**

*Rhône (11<sup>ème</sup> circonscription)  
Union pour un Mouvement Populaire*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

Démission d'office en application d'une décision du Conseil constitutionnel du 27 mars 2008 [J.O. du 29 mars 2008]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre de la commission consultative des archives audiovisuelles de la justice [J.O. du 2 août 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (n° 442) [27 novembre 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 6 février 2008]

**DÉPÔTS**

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (n° 442) [12 décembre 2007] (n° 497)

Proposition de loi n° 584 visant à accroître l'efficacité de la procédure de révision des condamnations pénales [15 janvier 2008]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi

relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [5 février 2008] (n° 678)

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE**

*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Justice. Fonctionnement. Carte judiciaire, réforme [9 octobre 2007] (p. 2641)

Droit pénal. Peines. Rétention de sûreté [28 novembre 2007] (p. 4798)

Droit pénal. Peines. Rétention de sûreté [8 janvier 2008] (p. 39)

*QUESTION ORALE SANS DÉBAT*

n° 119, posée le 22 janvier 2008. Voirie. A 45 (J.O. Questions p. 408). Appelée le 22 janvier 2008. Liaison Lyon Saint-Étienne, conséquences (p. 365)

*DÉBATS*

**Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2100)

Son intervention (p. 2114)

*Thèmes :*

Droit pénal : délinquance et criminalité : répression (p. 2114)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2100, 2114)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2115)

Droit pénal : peines planchers (p. 2100, 2114)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 2115)

Droit pénal : récidive : dispositif de réponse graduée (p. 2114)

**Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)**

*Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)*

Son intervention (p. 2364)

**Proposition de loi n° 177 relative à la simplification du droit**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [9 octobre 2007] (p. 2616)**

Son intervention (p. 2625)

*Thèmes :*

Justice : représentation (p. 2626)

Justice : procédures : visioconférence (p. 2626)

Lois : études d'impact (p. 2625)

Lois : intelligibilité et accessibilité (p. 2625)

Politique économique : croissance : simplifications administratives (p. 2625)

**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

**ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION**

**Examen du fascicule [8 novembre 2007] (p. 3893)**

Son intervention (p. 3908)

*Thèmes avant la procédure des questions :*

Anciens combattants et victimes de guerre : Afrique du Nord (p. 3909)

Anciens combattants et victimes de guerre : associations (p. 3909)

Anciens combattants et victimes de guerre : carte du combattant (p. 3909)

Anciens combattants et victimes de guerre : décrispallisation (p. 3909)

Anciens combattants et victimes de guerre : retraite du combattant (p. 3909)

Cérémonies publiques et fêtes légales : commémorations (p. 3909)

JUSTICE

**Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)**

Son intervention (p. 4193)

*Procédure des questions :*

Justice : magistrats : grève (p. 4193)

SÉCURITÉ CIVILE

**Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)**

Son intervention (p. 3584)

*Thèmes avant la procédure des questions :*

Sécurité publique : sapeurs-pompiers : accidents du travail (p. 3584)

Sécurité publique : sécurité civile : avions (p. 3584)

Sécurité publique : sécurité civile : matériels (p. 3584)

Sécurité publique : services départementaux d'incendie et de secours : financement (p. 3585)

Télécommunications : réseaux de données : interopérabilité (p. 3584)

Union européenne : sécurité civile (p. 3585)

**Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)**

Son intervention (p. 49)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 63)

Intervient sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 91)

*Thèmes :*

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 51)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 50)

Droit pénal : récidive : agressions sexuelles (p. 49, 91)

Justice : rétention de sûreté (p. 50)

Justice : victimes (p. 91)

Sécurité routière : permis de conduire (p. 51)

Système pénitentiaire : liberté surveillée (p. 63)

Système pénitentiaire : placement sous surveillance judiciaire (p. 50)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation : effectifs (p. 63)

**Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)**

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 100 à 133)

*Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)*

Ses interventions (p. 108 et s., 116 et s.)

Ses amendements n<sup>os</sup> 65, 63, 64 et 11 (p. 108) : adoptés (p. 112 et s.)

*Article 2 (conditionnement des réductions de peine à l'acceptation de soins en détention)*

Son intervention (p. 119)

*Article 12 (entrée en vigueur des dispositions de la loi)*

Son intervention (p. 120)

*Article 3 précédemment réservé (décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental)*

Ses interventions (p. 127 et s.)

Son amendement n<sup>o</sup> 66 rectifié : adopté (p. 128)

*Article 4 précédemment réservé (coordinations au sein du code de procédure pénale et inscription des décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental au casier judiciaire)*

Son intervention (p. 129)

Son amendement n<sup>o</sup> 67 : adopté (p. 129)

*Article 5 précédemment réservé (coordination en matière d'hospitalisation d'office)*

Son intervention (p. 129)

*Article 6 précédemment réservé (aménagement du dispositif de l'injonction de soins)*

Son intervention (p. 130)

*Article 9 précédemment réservé (coordination)*

Son intervention (p. 132)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE  
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)**

Son intervention (p. 774)

*Thèmes :*

Droit pénal : injonction de soins (p. 774)

Droit pénal : placement sous surveillance électronique mobile (p. 774)

Justice : centres socio-médico-judiciaires de sûreté (p. 774)

Justice : rétention de sûreté (p. 774)

Justice : victimes : mineurs (p. 774)

Professions de santé : psychologues : injonction de soins (p. 775)

Système pénitentiaire : médecins coordonnateurs (p. 774)